

**GREFFE DES COMITÉS
DE RECOURS ET D'APPEL
DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION**

**ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATRICES
DIRECTEURS ET DIRECTRICES D'ÉCOLE
PERSONNEL DE GÉRANCE
DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES
COLLÈGES**

***Rapport annuel de l'exercice
compris entre le 1^{er} avril 1999 et le 31 mars 2000***

Grefe des comités de recours et d'appel du secteur de l'éducation

TABLE DES MATIÈRES

I- L'INTRODUCTION

II- LA PRÉSENTATION GÉNÉRALE

III- LES PRINCIPAUX POINTS MARQUANTS

IV- LES SUGGESTIONS

V - LA CONCLUSION

Québec, 15 mai 2000

- **Aux associations et fédérations de directeurs généraux et de directrices générales, de cadres, de directeurs et de directrices d'école, de gérants et de gérantes du secteur scolaire;**
- **aux représentants et représentantes locaux ou régionaux de ces associations et fédérations;**
- **aux fédérations de commissions scolaires et de collèges;**
- **au ministère de l'Éducation;**
- **aux directeurs généraux et directrices générales de commissions scolaires et de collèges;**
- **aux présidents et présidentes de comités et aux autres personnes accréditées.**

Il me fait plaisir de vous transmettre cette onzième édition du rapport annuel du Greffe des comités de recours et d'appel du secteur de l'éducation qui couvre l'exercice se situant entre le 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000. Comme par les années passées, notre intention était toujours de faire un bilan accessible et révélateur des activités des comités de recours et d'appel pendant cette période. Nous espérons simplement qu'il vous sera utile aussi bien qu'à toutes les personnes qui voudront le consulter dans le nouveau site du Greffe

des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation à l'adresse <http://www.meq.gouv.qc.ca/greffe>.

Le Premier président,

M^e Jean-Guy Ménard

I - L'INTRODUCTION

Cette onzième édition du rapport annuel du Greffe des comités de recours et d'appel a, comme tous ceux qui l'ont précédé, été élaborée par référence aux responsabilités et devoirs qui lui incombent en matière d'application des conditions de travail relatives aux personnes qui ont charge d'administrer et de gérer des commissions scolaires, des collèges et des écoles. Il a pour objectif premier de permettre à toute personne intéressée d'évaluer avec la plus grande précision possible les différentes actions qui ont été posées au cours de l'exercice se situant entre le 1^{er} avril 1999 et le 31 mars 2000 au regard des plaintes déposées en conformité avec les règlements qui définissent leurs conditions de travail.

À cette fin, une présentation générale des activités permettra d'abord de cerner par le détail le roulement des dossiers demeurés actifs à la fin de l'exercice précédent, d'identifier ceux qui s'y sont rajoutés et de connaître le sort qui leur a tous été réservé au cours de la période sous analyse. Comptant sur le fait que les tableaux annexés permettent une analyse détaillée et même personnalisée, on s'arrêtera ensuite à dégager quelques points marquants,

pour enfin s'orienter sur certaines suggestions qui pourraient être de nature à améliorer le fonctionnement et à faire croître l'efficacité de ces systèmes de sanction.

II - LA PRÉSENTATION GÉNÉRALE

D'année en année, on remarque que le volume de plaintes traitées par le Greffe des comités de recours et d'appel est à peu près du même ordre. Malgré cela, on peut dire que l'année d'opération 1999-2000 se distingue d'abord de la précédente par le fait qu'on a fermé plus de dossiers qui étaient déjà actifs au début de l'exercice (10 fermetures en 1999-2000 contre 7 en 1998-1999) et par le fait qu'on en a ouverts moins en cours d'exercice (8 ouvertures en 1999-2000 contre 10 en 1998-1999); d'où un restant inférieur au 31 mars 2000 à ce qu'il était au 31 mars 1999 (29 dossiers toujours actifs au 31 mars 2000 contre les 32 dossiers qui restaient au 31 mars 1999).

L'année d'opération 1999-2000 se démarque également des précédentes par la très faible activité des comités de recours et d'appel. Alors qu'on a fixé 38 et 22 jours d'audition en 1997-1998 et en 1998-1999, on en n'a fixé que 9 en 1999-2000. Dans cette même période de trois ans, le nombre de jours d'audition a régressé de façon notable en passant de 22 en 1997-1998, à 16 en 1998-1999 et à 4 en 1999-2000, tandis que le nombre de journées remises a été réduit de 16 qu'il était en 1997-1998, à 6 en 1998-1999 et à 5 en 1999-2000. Bien qu'on ait très peu investi d'énergie à la sanction des litiges, il est étonnant d'observer que le coefficient d'efficacité – c'est-à-dire le nombre de journées d'audition tenues sur le nombre de journées fixées – a régressé à 55 p. cent, alors qu'il se situait à 72 p. 100 en 1998-1999.

III- LES PRINCIPAUX POINTS MARQUANTS

À l'examen des tableaux annexés, on sera tout particulièrement frappé par les quelques éléments de faits qui suivent :

1. Contrairement à ce qu'il en était au cours des trois exercices précédents, on a réussi à fermer les livres au 31 mars 2000 avec une accumulation de dossiers inférieure à 30.
2. Il est toujours intéressant d'observer qu'on ferme plus de dossiers qu'on en ouvre. Il est également rassurant de voir qu'on a accordé une attention particulière à la fermeture de dossiers déjà actifs en début d'exercice en ce qu'on en a fermé 10 de cette catégorie contre 1 seul qui a été ouvert en 1999-2000. Par contre, il est inquiétant de constater que la part de dossiers qui ont plus de trois ans d'âge s'est accrue de 5, en passant de 9 qu'elle était au 31 mars 1999 à 14 au 31 mars 2000, ce qui représente, faut-il le souligner, 50 p. 100 des dossiers actifs à cette date.
3. S'il semble qu'on ait réussi à réduire très sensiblement les activités de sanction sans affecter pour autant le fonctionnement général, il reste important de signaler que, malgré le peu d'énergie qu'on y a consenti, on a été incapable de garder le taux d'efficacité à un niveau plus acceptable.

IV- LES SUGGESTIONS

Le rapport d'analyse confectionné pour les années 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998, a été une occasion privilégiée qui nous a été donnée de suggérer certaines améliorations à la réflexion des personnes intéressées aux régimes

de sanction dont la gestion nous incombe. Même si on en a fait un rappel dans le cadre du rapport 1998-1999, elles nous semblent de pleine actualité de par l'intérêt qu'elles ont toujours. Puisqu'elles ne semblent pas avoir eu de suite, il n'est certainement pas contre indiqué de se les remémorer, en apportant un accent tout particulier sur les deux dernières :

1. Revoir l'ensemble des listes des personnes qui sont accréditées pour agir comme président ou présidente et s'assurer au préalable auprès des personnes nommées de leur intérêt à agir à ce titre et des disponibilités qu'elles pourraient y investir.
2. Ajuster le taux horaire applicable de manière à ce qu'il corresponde un peu mieux à la complexité des difficultés soumises et à l'importance qu'on accorde aux réponses qui y sont données.
3. Accroître significativement l'activité dispensée à la fermeture des dossiers et tout particulièrement à celle des dossiers plus anciens.
4. Soumettre tous les dossiers qui ont plus de trois ans d'âge à une phase de médiation limitée dans le temps et menée par une personne accréditée, phase au terme de laquelle il devrait y avoir solution du litige ou recommandation de la personne médiatrice. Dans l'hypothèse où le litige subsisterait, une autre personne accréditée pourrait entre temps avoir été choisie pour adjuger à partir d'une preuve qui incluerait le rapport de la personne médiatrice.
5. Autoriser le Greffe à s'informer systématiquement auprès des parties impliquées dans un dossier qui a plus de trois ans d'âge des intentions qu'elles ont à son sujet.

V- LA CONCLUSION

Il se dégage de l'analyse qui précède que les régimes de sanction en place ont produit leurs effets ordinaires. Tel que souligné, il y a de toute évidence place à améliorer les performances au regard des dossiers qui vieillissent sans qu'on semble s'en préoccuper outre mesure. Cela dit, il demeure important de s'intéresser aux litiges les plus récents en y mettant le plus d'énergie possible pour arriver à fermer un plus grand nombre de dossiers. Bien que l'étape de la sanction ne soit pas essentielle à une telle opération, elle constitue un support qui peut être aidant, à condition qu'on évite d'y cultiver une efficacité risquant de scléroser les activités.

Comme par les années passées, il ne nous paraît pas y avoir matière à remettre en question des éléments fondamentaux des systèmes en place, bien qu'il y ait lieu de réfléchir aux améliorations suggérées, notamment. Il est toujours de mise d'accorder son intérêt aux problèmes qui se soulèvent en cultivant un réflexe de tenter de les solutionner à la première occasion, ce qui aura inévitablement un effet profitable sur l'efficacité de ces mécanismes qui peuvent toujours mieux fonctionner.

TABLEAU I

DOSSIERS ACTIFS AU 31 MARS 1999
--

CS FRANCOPHONES	21
CS ANGLOPHONES	5
COLLÈGES	6

TOTAL : 32

TABLEAU II

**DOSSIERS ACTIFS PAR SECTEUR AU 31 MARS
1999**

COMMISSIONS SCOLAIRES FRANCOPHONES :	<u>21 DOSSIERS</u>
---	---------------------------

Personnel hors cadre :

Léonce Gagnon	Congédiement	08-02-91	CS des Belles-Rivières
Arthur Hébert	Rétrogradation	22-01-96	CS Davignon

Cadres :

Carole Bélanger	Congédiement	19-04-95	CS St-Hyacinthe-Val-Monts
Martine Lafleur	Congédiement	10-07-95	CEC Montréal
Lucy La Rochelle	Rétrogradation	09-08-95	CS Chûtes-de-la-Chaudière
Linda Boutin	Suspension	27-05-96	CS Chûtes-de-la-Chaudière
Lucy La Rochelle	Rémunération	07-06-96	CS Chûtes-de-la-Chaudière
Barbara Khouzam	Non rengagement	08-07-96	CEC de Montréal
Lucy La Rochelle	Forfaitaire	09-05-97	CS Chûtes-de-la-Chaudière
Claude Picard	Affectation	05-01-98	CS de Coaticook
Renaud Ross	Vacances accumulées	04-02-98	CS de Rocher-Percé
Yves De Belleval	Intégration	22-07-98	CS Marguerite-Bourgeoys
Yves De Belleval	Frais déplacement	01-09-98	CS Marguerite-Bourgeoys

Directeurs et directrices d'école : :

Pierre Charbonneau & al	Rétrogradation	11-07-96	CS Saint-Hyacinthe
Pierre Charbonneau	Fin d'emploi	06-09-96	CS Saint-Hyacinthe
Normand Lacroix	Rétrogradation	05-02-97	CS des Laurentides
René Dion	Réaffectation	24-03-97	CS de Charlesbourg
Suzanne Lebrun-Lamoureux	Congédiement	06-05-97	CEC de Montréal
Gaston Guérard	Affectation	14-08-97	CS de la Jeune-Lorette
Henry Morissette	Affectation	14-08-97	CS de la Jeune-Lorette
Raymond Thibeault	Congédiement	15-09-97	CS La Riveraine
Gisèle Harvey	Congés maladie	16-10-98	CS du Lac Abitibi

DOSSIERS ACTIFS PAR SECTEUR AU 31 MARS 1999**COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES :****5 DOSSIERS**

Richard Staples	Congédiement	18-10-93	CS Dist. of Bedford
Germain Drouin	Congédiement	01-11-93	CS prot. St-Maurice
Marie Gibeau	Suspension	11-04-94	CE prot. Grand-Montréal
Donald Nolan	Congédiement	09-04-96	CE prot. Grand-Montréal
Richard Kozlowski	Intégration	07-07-98	CS Eastern Townships

COLLÈGES :**6 DOSSIERS**

André Ouimet	Congédiement	26-01-93	Collège de Valleyfield
Angèle Grégoire	Congédiement	12-10-95	Collège de Valleyfield
Pierre Michotte	Rémunération	06-07-98	Collège de Rimouski
Robert Dumais	Suspension	23-07-98	Collège Saint-Félicien
Gilles Bellavance, al.	Prime	14-10-98	Collège de Rimouski
Pierre Longtin	Prime	04-11-98	Collège Ahuntsic

TOTAL : 32 DOSSIERS

TABLEAU III

SUIVI DES DOSSIERS ACTIFS AU 31 MARS 1999

RÈGLEMENTS HORS COUR :

CS FRANCOPHONES	3
CS ANGLOPHONES	0
COLLÈGES	0

DÉSISTEMENTS :

CS FRANCOPHONES	1
-----------------	---

CS ANGLOPHONES 0

COLLÈGES 0

**DÉCISIONS OU
RECOMMANDATIONS :**

CS FRANCOPHONES 5

CS ANGLOPHONES 1

COLLÈGES 0

**FERMETURE DE
DOSSIERS: 10**

TABLEAU IV

**DOSSIERS TOUJOURS ACTIFS AU 31 MARS
1999**

**DÉSISTEMENTS OU
RÈGLEMENTS HORS COUR :**

**DATE DU DÉSISTEMENT
OU
DU RÈGLEMENT HORS
COUR**

Henry Morissette	CS fra.	07-04-99
Lucy La Rochelle	CS fra.	31-03-2000
Lucy La Rochelle	CS fra.	31-03-2000
Lucy La Rochelle	CS fra.	31-03-2000

**DÉCISIONS OU
RECOMMANDATIONS :**

**DÉCISION OU
RECOMMANDATION**

Richard Kozlowski	CS ang.	99-02-0097 (08-06-99)
René Dion	CS fra.	97-03-CO-0025 (15-07-99)
Gisèle Harvey	CS fra.	98-03-CO-0026 (15-07-99)
Gaston Guérard	CS fra.	99-05-0098 (04-11-99)
Yves De Belleval	CS fra.	99-02-0099 (19-01-2000)
Yves De Belleval	CS fra.	99-02-0100 (19-01-2000)

EN ATTENTE :

Léonce Gagnon	CS fra.	André Ouimet	COLLÈGE
Arthur Hébert	CS fra.	Angèle Grégoire	COLLÈGE
Carole Bélanger	CS fra.	Pierre Michotte	COLLÈGE
Martine Lafleur	CS fra.	Robert Dumais	COLLÈGE
Linda Boutin	CS fra.	Gilles Bellavance et al.	COLLÈGE
Barbara Khouzam	CS fra.	Pierre Longtin	COLLÈGE
Claude Picard	CS fra.		
Renaud Ross	CS fra.		
Pierre Charbonneau et al.	CS fra.		
Pierre Charbonneau	CS fra.		
Suzanne L.-Lamoureux	CS fra.		
Raymond Thibeault	CS fra.		
Richard Staples	CS ang.		
Germain Drouin	CS ang.		
Marie Gibeau	CS ang.		
Donald Nolan	CS ang.		

TABLEAU V

**DOSSIERS OUVERTS DU 1^{ER} AVRIL 1999 AU 31 MARS
2000**

CS FRANCOPHONES

6

CS ANGLOPHONES

2

COLLÈGES

0

TOTAL : 8

TABLEAU VI

**DOSSIERS OUVERTS DU 1^{ER} AVRIL 1999 AU 31 MARS
2000**

COMMISSIONS SCOLAIRES FRANCOPHONES :

6 DOSSIERS

Cadres :

Jean-Charles Richer	Résiliation d'engagement	11-08-99	CS des Patriotes
Gilles Robitaille	Reclassification	22-10-99	CS Kativik

Directeurs et directrices d'école : :

Yves Lachance	Rétrogradation	09-07-99	CS de la Rivière-du-Nord
Hélène Meunier	Suspension	24-09-99	CS du Val-des-Cerfs
René Piché	Assurance salaire	30-11-99	CS de l'Énergie
Jacques Turcotte	Congédiement	07-02-00	CS Crie

COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES :

2 DOSSIERS

Lucienne Jacobs	Fin d'emploi	26-08-99	CS Western Québec
John MacMillan	Mise en disponibilité	13-01-00	CS English-Montréal

TOTAL: 8 DOSSIERS

TABLEAU VII

**SUIVI DES DOSSIERS OUVERTS DU 1^{ER} AVRIL 1999 AU 31
MARS 2000**

RÈGLEMENTS HORS COUR :

CS FRANCOPHONES 0

CS ANGLOPHONES 0

COLLÈGES 0

DÉSISTEMENTS :

CS FRANCOPHONES 1

CS ANGLOPHONES 0

COLLÈGES 0

**DÉCISIONS OU
RECOMMANDATIONS :**

CS FRANCOPHONES 0

CS ANGLOPHONES 0

COLLÈGES 0

FERMETURE DE DOSSIERS: 1

TABLEAU VIII

**SUIVI DES DOSSIERS OUVERTS DU 1^{ER} AVRIL 1999 AU 31
MARS 2000**

**DÉSISTEMENTS OU
RÈGLEMENTS HORS COUR :**

Hélène Meunier

CS fra.

Date du désistement ou
du règlement hors cour

17-01-2000

**DÉCISIONS OU
RECOMMANDATIONS**

Aucune

EN ATTENTE :

Yves Lachance	CS fra.
Jean-Charles Richer	CS fra.
Lucienne Jacobs	CS ang.
Gilles Robitaille	CS fra.
René Piché	CS fra.
John MacMillan	CS ang.
Jacques Turcotte	CS fra.

TABLEAU IX

DOSSIERS ACTIFS AU 31 MARS 2000

CS FRANCOPHONES

17

CS ANGLOPHONES

6

CS ANGLOPHONES

6

TOTAL : 29

TABLEAU X

DOSSIERS ENCORE ACTIFS AU 31 MARS 2000

Léonce Gagnon	08-02-91	Congédiement	CS des Belles-Rivières
André Ouimet	01-02-93	Congédiement	COLLÈGE de Valleyfield
Richard Staples	15-10-93	Congédiement	CS prot. District of Bedford
Germain Drouin	29-10-93	Congédiement	CS prot. St-Maurice
Marie Gibeau	11-04-94	Suspension	CE prot. Grand-Montréal
Carole Bélanger	19-04-96	Congédiement	CS Saint-Hyacinthe
Martine Lafleur	10-07-95	Congédiement	CEC Montréal
Angèle Grégoire	12-10-95	Congédiement	COLLÈGE de Valleyfield
Arthur Hébert	22-01-96	Rétrogradation	CS Davignon
Donald Nolan	09-04-96	Congédiement	CE prot. Grand-Montréal
Linda Boutin	27-05-96	Suspension	CS des Chûtes-Chaudière
Barbara Khouzam	08-07-96	Non rengagement	CEC de Montréal
Pierre Charbonneau	11-07-96	Rétrogradation	CS Saint-Hyacinthe
Pierre Charbonneau	06-09-96	Fin d'emploi	CS Saint-Hyacinthe
Suzanne Lamoureux	06-05-97	Congédiement	CEC de Montréal
Raymond Thibeault	15-09-97	Congédiement	CS La Riveraine
Claude Picard	05-01-98	Affectation	CS de Coaticook
Renaud Ross	04-02-98	Vacances accumulées	CS de Rocher-Percé
Pierre Michotte	06-07-98	Rémunération	COLLÈGE de Rimouski

Robert Dumais	23-07-98	Suspension	COLLÈGE Saint-Félicien
Gilles Bellavance, al.	14-10-98	Prime	COLLÈGE de Rimouski
Pierre Longtin	04-11-98	Prime	COLLÈGE Ahuntsic
Yves Lachance	09-07-99	Rétrogradation	CS de la Rivière-du-Nord
Jean-Charles Richer	11-08-99	Résiliation d'engagement	CS des Patriotes
Lucienne Jacobs	26-08-99	Fin d'emploi	CS Western Québec
Gilles Robitaille	22-10-99	Reclassification	CS Kativik
René Piché	30-11-99	Assurance salaire	CS de l'Énergie
John MacMillan	13-01-00	Mise en disponibilité	CS Englis-Montréal
Jacques Turcotte	07-02-00	Congédiement	CS Crie

TABLEAU XI

**JOURNÉES D'AUDITION DU 1^{ER} AVRIL 1999 AU 31
MARS 2000**

JOURNÉES D'AUDITION FIXÉES : 9

JOURNÉES D'AUDITION REMISES : 5

JOURNÉES D'AUDITION TENUES : 4

TABLEAU XII

**SUIVI DES JOURNÉES D'AUDITION FIXÉES
DU 1^{ER} AVRIL 1999 AU 31 MARS 2000**

COMMISSIONS SCOLAIRES FRANCOPHONES :

	Dates d'audition		Résultats
Cadres :			
	15-06-99	Yves de Belleval	(2 dossiers) Délibéré***

Directeurs et directrices d'école :

08-04-99	René Dion	Remis
09-04-99		Remis*
14-05-99	Guérard Gaston	Délibéré***
03-05-99	Suzanne Lebrun-Lamoureux	Remis
14-05-99		Ajournement
14-06-99		Remis

Collège :

01-06-99	Pierre Michotte	Remis
02-06-99		Délibéré***

